



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 8/2013/DDPP
modifiant l'arrêté de mise en demeure n° 369/2011 du 27 septembre 2011

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2002 autorisant la société GUYONNET FRERES à exploiter un centre de tri-regroupement de déchets sur la commune de Mably, chemin de la Chapelle, ZI des Tuileries ;

VU l'accusé de réception délivré le 9 août 2011 à la société VAL'AURA, prenant acte de sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 7 septembre 2011 ;

VU l'arrêté de mise en demeure du 27 septembre 2011 pris à l'encontre de la société VAL'AURA ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 2 novembre 2012 sollicitant un délai supplémentaire pour la réalisation des mesures demandées ;

VU l'avis de l'Inspection des Installations Classées en date du 12 décembre 2012 ;

CONSIDERANT qu'au vu du projet d'installation d'un nouveau centre de tri, il y a lieu d'accorder le délai supplémentaire sollicité ;

CONSIDERANT que les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 27 septembre 2011 ont été respectées ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : Le délai mentionné à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 27 septembre 2011 susvisé est prorogé d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 27 septembre 2011 susvisé sont abrogées.

ARTICLE 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 541-3 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 : Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Mably sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 8 janvier 2013

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général
Patrick FERIN

copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société VAL'AURA
- 19 rue Pierre-Gilles de Gennes
69007 LYON
- Monsieur le sous-préfet de Roanne
- Monsieur le maire de Mably
- Inspection des installations classées, DREAL Loire
- Archives
- Chrono